

ZFE : Zone à Faible Emission ou Zone à Forte Exclusion ?

Dans l'agglomération grenobloise, l'extension de la Zone à Faible Émission (ZFE) aux particuliers promet d'impacter sérieusement nos modes de vie. Imposée par la loi Climat du 22/08/21, sa mise en place dans l'Y va concerner 13 communes de la petite couronne grenobloise, soit environ 300 000 habitants, 150 000 véhicules voire 350 000 qui entrent et sortent chaque jour de l'agglomération.



60 à 120000 véhicules pourraient ne plus rouler dans la ZFE d'ici 2025 !

Très concrètement, de nombreux.ses salarié.es qui effectuent leurs déplacements professionnels en voiture vont se retrouver dès l'année prochaine en difficulté pour sortir de la ZFE s'ils y habitent et travaillent au dehors, ou au contraire y rentrer. Au vu du pouvoir d'achat en berne dans la Fonction Publique, il est illusoire de remplacer son véhicule thermique par un électrique, sans parler de l'aberration écologique que cela représenterait tous impacts confondus.

L'Etat français s'est vu infligé par l'Europe des condamnations et amendes en raison des efforts insuffisants pour améliorer la qualité de l'air. Mais la réaction affichée (réduire le nombre de morts en raison de la pollution atmosphérique) se traduit par des mesures concrètes qui risquent de pénaliser les ménages les plus modestes tout en permettant aux plus gros pollueurs de continuer comme avant. Au lieu de penser global (repenser l'offre de transports en commun, développer le train, réorganiser la société pour moins et mieux rouler), l'Etat se décharge sur les collectivités locales des sujets brûlants, dont elles ne peuvent avoir toute la maîtrise puisqu'elles n'ont pas la compétence sur tous les domaines impactés (ferroviaire, rythme de travail hebdomadaire, fléchage et prélèvement de financements, etc.).

Une concertation publique est en cours sur le site de la métro. Il est possible d'émettre des avis, mais c'est surtout le moyen de s'approprier les enjeux de ce qui nous attend :

<https://metropoleparticipative.fr/participation/43359/32-espace-participatif.htm>

La FSU de l'Isère invite ses adhérents à participer à son positionnement sur la ZFE, pour se donner les mandats nécessaires pour agir au sein de l'Alliance Ecologique et Sociale -PJC 38, du collectif pour la gratuité des transports publics de l'agglomération grenobloise, mais aussi intervenir auprès de nos employeurs, des collectivités et de la préfecture.